

DÉCLARATION DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Palais de l'Élysée – Mercredi 24 mars 2010

Mes chers compatriotes,

Lors des élections régionales vous avez élu ceux qui vont diriger nos régions. Il s'agissait certes d'un scrutin local. Mais par vos choix et par l'abstention qui a atteint un niveau extrêmement élevé, vous avez voulu exprimer ce que vous ressentiez dans un contexte de crise économique, de crise financière, de crise agricole, qui rend si dure la vie quotidienne de tant d'entre vous.

Mon devoir est d'entendre ce message.

Mes chers compatriotes, vous m'avez élu pour sortir notre pays de l'immobilisme qui l'empêchait d'entreprendre les réformes nécessaires que tous les autres pays mettaient en œuvre. Nous avons accumulé beaucoup de retards, un retard qui mettait en danger notre prospérité, notre cohésion, notre place dans le monde. J'ai pris l'engagement de combler ce retard.

Depuis trois ans beaucoup de réformes ont été mises en œuvre. Elles ont demandé à nombre d'entre vous une somme considérable d'efforts, elles ont, j'en ai bien conscience, bousculé bien des habitudes. Elles ont fait naître des incertitudes, parfois même des angoisses. Vous avez souvent le sentiment que ces réformes n'ont pas changé votre vie quotidienne. La crise, ajoutant ses difficultés, a empêché de voir les effets positifs de tout ce qui a été accompli. Je comprends votre impatience. Je me dois d'y répondre. Mais mes chers compatriotes, rien ne serait pire que de changer de cap du tout au tout, en cédant à l'agitation propre aux périodes électorales.

Les conséquences économiques et sociales de la crise financière, la nécessité de tirer les leçons de ce qui s'est passé, exigent du sang-froid.

C'est le rôle du Président de la République d'assurer la stabilité, la continuité, de fixer une ligne et d'éviter les à-coups.

Il y a des choix sur lesquels nous devons faire preuve de constance.

Nous devons continuer les réformes. Arrêter maintenant ce serait tout simplement ruiner les efforts accomplis. Vous m'avez fait confiance pour moderniser la France. Je tiendrai mes engagements. La crise ne doit pas nous inciter à ralentir, mais au contraire à aller plus loin afin de construire un nouveau modèle de croissance.

Nous avons fait depuis trois ans le choix de la compétitivité, le choix du travail. C'est un choix absolument capital. Nous l'avons fait parce que notre priorité absolue c'est l'emploi. Nous devons continuer à alléger nos charges sur le travail et sur l'investissement, nous devons continuer à refuser toute augmentation d'impôts.

Nous avons fait le choix de la production, le choix de l'industrie, le choix de l'investissement. Nous devons continuer à investir dans l'innovation, dans la recherche, dans nos universités. C'est la seule façon de protéger nos emplois, c'est la seule façon de garder nos usines, c'est la seule façon de préserver nos agriculteurs, notre mode de vie, notre protection sociale.

Nous avons fait le choix de ne laisser personne sur le bord de la route. Tout ce qui pouvait être mis en œuvre pour protéger les effets du chômage a été entrepris.

Cette politique nous a permis de mieux traverser la crise que la plupart de nos partenaires. Elle nous permettra de mieux profiter de la reprise.

Nous avons fait le choix depuis trois ans de refuser le sectarisme. La France a une tradition de divisions, d'affrontements parfois violents. Mais la France n'est grande, n'est forte que lorsqu'elle est rassemblée et lorsqu'elle est unie. Je me suis engagé à ce que tous les leviers de l'Etat ne soient pas confisqués par un seul parti politique. C'est ma responsabilité de veiller à la pluralité des opinions et que cette pluralité des opinions soit respectée dans le choix des femmes et des hommes appelés à exercer des responsabilités. J'avais promis lors de ma campagne électorale une République irréprochable et une Démocratie exemplaire, c'est l'intérêt de notre pays, c'est mon devoir de continuer sous le signe du refus de l'esprit partisan et du sectarisme.

Les réformes, la politique économique, la République irréprochable, ce sont des choix qui exigent de la constance qui doivent s'inscrire dans la durée. Notre pays a trop souffert des hésitations, et des changements de cap incessants.

Mais il y a aussi, j'en ai bien conscience, des sujets qui ne peuvent plus attendre.

Nous ne pouvons plus attendre pour résoudre la crise sans précédent à laquelle est confrontée notre agriculture et qui suscite une véritable angoisse dans nos campagnes.

Je le dis clairement : je suis prêt à aller à une crise en Europe plutôt que d'accepter le démantèlement de la Politique agricole commune, plutôt que d'accepter que soit laissée la spéculation le soin de fixer de façon erratique des prix agricoles qui ne permettraient plus à nos agriculteurs de vivre décemment du fruit de leur travail. Je ne laisserai pas mourir notre agriculture alors que la question de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire est devenue cruciale, et que tant de femmes, d'hommes et d'enfants dans le monde meurent de faim.

Nous ne pouvons plus attendre pour nous occuper du financement de nos retraites menacées par un déficit qui ne cesse de se creuser. Mes chers compatriotes, je connais votre inquiétude sur l'avenir de nos retraites. Et je sais la sensibilité du sujet, mais mon devoir de chef de l'Etat est de garantir que nos retraites, vos retraites, seront financées. Je ne passerai pas en force. Le temps qu'il faut sera donné à la discussion avec les partenaires sociaux. Mais je vous promets qu'avant six mois les mesures nécessaires et justes auront été adoptées. J'appelle chacun sur un sujet de cette importance à abandonner les postures partisans.

La santé, c'est un sujet de préoccupation pour chacun d'entre vous. Depuis trois ans l'essentiel de nos efforts ont porté sur l'hôpital et les personnels hospitaliers. Le temps est venu d'attacher la même attention à la médecine de proximité. Je sais les difficultés auxquelles les médecins se trouvent confrontés. Une grande concertation va s'engager pour déterminer comment ces difficultés peuvent être résolues de façon structurelle. Le temps n'est pas aux rustines en la matière, mais à des décisions structurelles.

Enfin, la sécurité est une priorité. Une action déterminée conduite avec constance depuis des années nous a permis de faire baisser le nombre des délits, personne ne le conteste.

Mais nous n'avons pas jugulé la montée de la violence dans les stades, dans les transports, dans les établissements scolaires. Cette situation ne peut pas durer. Je suis décidé à m'engager personnellement

dans la lutte contre cette violence, la plus brutale, qui est devenue intolérable pour chacun d'entre vous. Ceux qui attendent ou qui espèrent une réaction ferme de ma part ne seront pas déçus.

Le malaise, que beaucoup d'entre vous ont exprimé vis-à-vis de la démocratie et de la politique en s'abstenant ou en choisissant des votes protestataires, n'a d'autre origine que le fait que pendant trop longtemps collectivement la société française a trop cédé sur ses valeurs, sur ses principes, valeurs et principes qui fondent notre pacte civique et notre pacte social.

Trop longtemps on a toléré que la violence pénètre à l'école, que l'agresseur soit traité avec plus d'égard que la victime, que le travail soit dévalorisé, que le mérite ne soit plus récompensé. Eh bien, je m'y engage, il n'y aura plus aucune concession.

Trop longtemps nous avons supporté les atteintes à la laïcité, à l'égalité de l'homme et de la femme, les discriminations, l'irresponsabilité de certains parents qui ne s'occupent pas de l'éducation de leurs enfants.

Ce n'est plus supportable.

Trop longtemps nous avons accepté les concurrences déloyales, les dumpings qui détruisent nos emplois.

Ce n'est plus acceptable.

Trois sujets de l'actualité récente vont illustrer mon état d'esprit.

L'absentéisme scolaire est un fléau. La responsabilité des parents doit être engagée, les sanctions en matière d'allocations familiales doivent être effectives, les jeunes qui ne peuvent pas suivre une scolarité normale seront placés dans des établissements adaptés où ils ne perturberont plus la vie des autres et où ils feront l'objet d'un accompagnement spécifique.

Le voile intégral est contraire à la dignité de la femme. La réponse c'est l'interdiction du voile intégral. Le gouvernement déposera un projet de loi d'interdiction conforme aux principes généraux de notre droit.

Le dumping environnemental menace nos emplois. Il serait absurde de taxer les entreprises françaises en donnant un avantage compétitif aux entreprises des pays pollueurs. Je confirme sans ambiguïté notre choix d'une fiscalité écologique mais je subordonne la création d'une taxe carbone intérieure à une taxe aux frontières qui protégera notre agriculture et nos industries contre la concurrence déloyale de ceux qui continuent à polluer sans vergogne. Je lance d'ailleurs un appel à une prise de responsabilité générale pour que l'Europe admette le principe de la protection de ses entreprises et de ses emplois contre les concurrences déloyales.

Sur ces sujets comme sur bien d'autres, je suis convaincu qu'il nous faut revenir en France et en Europe, à des principes simples à des principes de bon sens, sans lesquels la vie ensemble n'est pas possible. Il faut s'y tenir, il faut ne pas transiger.

Mes chers concitoyens,

Depuis trois ans un travail considérable a été accompli. Il a fallu réformer et en même temps affronter une crise comme le monde n'en avait pas connu depuis les années 30.

Il reste beaucoup de travail pour les deux années à venir afin que la France sorte plus forte de cette crise, qu'elle puisse le mieux possible tirer parti de la reprise, qu'elle puisse jouer sa carte dans le monde de demain.

La compétition demain, mes chers compatriotes, ne sera pas moins rude qu'hier, elle le sera davantage. C'est ma responsabilité d'y préparer notre pays. Le Premier ministre François FILLON et le gouvernement vont prendre à bras le corps tous ces problèmes. Je m'y engagerai totalement et à chaque instant.

Vous attendez des résultats. Ces résultats vous les aurez.

Je vous remercie.